

Agrément et subvention des centres de vacances : mode d'emploi

Agrément et subvention des centres de vacances : mode d'emploi

Tout ce qu'il faut savoir pour bien préparer un centre de vacances...

Chaque année en Communauté française, des dizaines de milliers d'enfants participent à des camps, plaines ou séjours de vacances. Ils sont eux-mêmes encadrés par des milliers d'animateurs, dans le cadre d'initiatives développées par des mouvements de jeunesse, des associations locales ou des pouvoirs publics.

Chaque année, ce sont plus d'1 million de journées/enfants animées dans le cadre de centres de vacances qui sont ainsi subventionnées par la Communauté française via l'Office de la Naissance et de l'Enfance qui en assure le suivi administratif, le contrôle et l'accompagnement pédagogique.

Grâce à ces loisirs actifs qui leur sont proposés, ces enfants peuvent ainsi bénéficier de « vraies » vacances, dépayssantes à souhait même quand elles ne se déroulent pas très de loin de chez eux. Ils participent à des activités dont le souvenir restera gravé durablement dans leur mémoire, qui contribuent à leur bien-être physique et mental, à leur socialisation, à divers apprentissages dont celui de la citoyenneté. Eux aussi, ils auront quelque chose à raconter à leurs amis.

Tout cela évidemment ne s'improvise pas : ces centres de vacances doivent se préparer (souvent de longs mois à l'avance) tant sur le plan de l'animation (avec la préparation des activités et l'élaboration d'un projet pédagogique), que de l'intendance pour l'hébergement et la nourriture. Chaque centre de vacances est encadré par une équipe d'animation, elle-même animée par des responsables préparés à leur fonction.

Depuis le 20 septembre 2001, un décret de la Communauté française régit ces Centres de Vacances. Il apporte aux parents des garanties quant à la qualité des activités proposées.

Plus précisément, ce décret et ses arrêtés d'application :

- déterminent les conditions de reconnaissance et de subventionnement des plaines, séjours et camps de vacances organisés au cours des vacances de Noël, Pâques ou d'été ;
- fixent des normes d'encadrement, qu'il s'agisse du nombre d'animateurs ou de leur qualification ;
- garantissent des subventions plus importantes à l'ensemble des centres de vacances, et particulièrement à ceux qui accueillent des enfants moins valides ou issus de milieux socio-économiquement moins favorisés.

Ce décret mérite d'être connu par les opérateurs de Centres de Vacances afin qu'ils en maîtrisent les subtilités et puissent s'y adapter. C'est l'objectif de cette brochure qui en explique de façon didactique les grands principes. De même, elle trace des pistes, qui sont surtout des invitations à la réflexion, pour aider chaque équipe d'animation, chaque organisateur de centre de vacances, à préparer et concevoir son animation de façon réfléchie et consciente des besoins des enfants.

De cette façon, les objectifs de ce nouveau décret d'une plus grande qualité d'accueil et d'animation des enfants pourront être remplis !

Bonne lecture et bonne animation !

Renseignements complémentaires :
Service Centres de Vacances de l'ONE
Route de Gembloux, 2
1450 Cortil-Noirmont
Tél : 081.62.27.31/ Fax : 081.62.27.66
Courriel : jules.leroux@one.be

Sommaire

Chapitre 1 : La nouvelle législation sur les centres de vacances

- I. Qu'est-ce qu'un centre de vacances ?**
- II. Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir l'agrément et les subventions ?**
- III. Quelle est la procédure à suivre pour obtenir cet agrément et ces subventions ?**
 1. Demander l'agrément (ou le renouvellement de l'agrément)
 2. Demander la subside
 3. Demander la liquidation des subsides
- IV. Comment la subvention est-elle calculée ?**
 1. Un subside de fonctionnement
 2. Un subside pour les frais d'encadrement
 3. Des subventions complémentaires
 - a. Subvention pour les infrastructures résidentielles
 - b. Subvention pour l'accueil d'enfants moins valides
 - c. Subvention pour les enfants issus de milieu moins favorisés
 4. Une avance provisionnelle

Chapitre 2 : Un centre de vacances, ça se prépare !

- I. Les textes de référence d'un centre de vacances**
 1. Le projet pédagogique
 2. Le règlement d'ordre intérieur
- II. La formation des animateurs et coordinateurs de centres de vacances**
 1. La formation des animateurs de centres de vacances
 2. La formation des coordinateurs de centres de vacances
 3. Le responsable qualifié
 4. Assimilations et équivalences
- III. L'accueil de publics particuliers**
 1. L'accueil des enfants de moins de 6 ans
 2. L'accueil des enfants et jeunes moins valides
- IV. La vie quotidienne en centre de vacances**
 1. La gestion et la promotion de la santé
 2. L'alimentation et l'hygiène alimentaire
 3. La sécurité des infrastructures
 4. En sécurité sur la route

Annexes

- I. Le décret du 17 mai 1999**
- II. Les arrêtés d'application du décret**
- III. Les formulaires de demande d'agrément, de subvention et de liquidation de la subvention**
- IV. Fiche médicale type**

Chapitre I : La nouvelle législation sur les Centres de Vacances

L'objectif de ce premier chapitre est de présenter, de façon résumée et compréhensible, avec le soutien d'exemples et de commentaires, la nouvelle législation relative aux centres de vacances ainsi que les procédures concrètes à suivre pour être agréé et subventionné.

Les puristes et les curieux pourront se référer aux textes légaux annexés pour en savoir plus quant au contenu des textes légaux fondant cette législation.

I. Qu'est-ce qu'un centre de vacances ?

Les Centres de Vacances sont des « *services d'accueil* » d'enfants pendant les vacances, encadrés par des équipes d'animation qualifiées et qui ont pour mission « *de contribuer à l'encadrement, l'éducation et l'épanouissement des enfants pendant les périodes de congés scolaires* » (décret du 17 mai 1999).

Ils ont notamment pour objectifs de favoriser :

- le développement physique de l'enfant par la pratique du sport, des jeux ou des activités de plein air ;
- la créativité de l'enfant et son accès à la culture par des activités variées d'animation, d'expression, de création et de communication ;
- l'intégration sociale de l'enfant, dans le respect de ses différences, dans un esprit de coopération et dans une approche multiculturelle ;
- l'apprentissage de la citoyenneté et la participation.

Loin des « cures de plein air » d'antan, beaucoup plus que des garderies, les centres de vacances sont des lieux de projets, des espaces dynamiques où tout doit être mis en œuvre pour garantir un accueil de qualité et une animation épanouissante pour l'enfant.

C'est ce que rappellent et précisent le décret du 17 mai 1999 et ses arrêtés d'application.

Cette volonté se traduit notamment dans l'obligation d'un encadrement pédagogique par des animateurs et des responsables qualifiés, ainsi que dans l'exigence d'élaborer et de se référer à un projet pédagogique qui tient compte de l'environnement de l'enfant et des objectifs poursuivis par le centre de vacances.

Il existe trois types de « centres de vacances » :

- la plaine de vacances : « *service d'accueil non résidentiel d'enfants* » (ces initiatives sont organisées généralement dans l'environnement géographique et social habituel des enfants, qui rentrent tous les soirs chez eux, c'est de l'externat) ;
- le séjour de vacances : « *service d'accueil résidentiel d'enfants* » (souvent organisés dans un cadre dépayçant, à la mer ou à la campagne, ces initiatives se déroulent en internat, à l'initiative de mutualités ou d'autres organismes) ;
- le camp de vacances : « *service d'accueil résidentiel d'enfants organisé par un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté française dans le cadre du décret du 20 juin 1980* ». Il s'agit principalement des camps organisés par

des sections locales des mouvements Patros, Scouts, Guides et Faucons Rouges. A la différence des séjours de vacances, les enfants qui y participent et l'équipe d'animation se côtoient toute l'année, au gré d'activités proposées plusieurs fois par mois. Cela explique des conditions d'agrément spécifiques pour les « camps » par rapport aux « séjours » de vacances.

II. Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir l'agrément et des subventions ?

1. L'organisateur du centre de vacances doit avoir un statut particulier :

- soit être un pouvoir public (une commune, par exemple) ;
- soit être constitué en asbl ;
- soit être constitué sous une autre forme associative « *exclusive de la poursuite d'un gain matériel* » (une section locale d'un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté française, par exemple).

2. L'organisateur du centre doit remplir :

- **respecter les convictions** idéologiques, philosophiques ou politiques des enfants et de leurs parents ;

Il s'agit de garantir pour tous, sans discrimination, la possibilité d'accès au centre de vacances.

- **définir un projet pédagogique** rencontrant les missions dévolues aux centres de vacances (développement physique, créativité, intégration sociale et citoyenneté) et fixant les objectifs particuliers, les méthodes et les moyens développés pour y parvenir ;

L'organisateur d'un centre de vacances doit définir un projet pédagogique qui met en évidence la manière dont il se propose de rencontrer les missions fixées par le décret. Ce projet pédagogique doit permettre une évaluation a priori du centre de vacances.

Ce projet pédagogique doit idéalement faire l'objet d'une démarche collective et se baser sur l'évaluation des besoins particuliers du public accueilli et des expériences antérieures de centres de vacances. Des indications quant à la manière de concevoir et rédiger ce projet pédagogique sont données dans la partie « projet pédagogique » du chapitre 2 de cette brochure.

- **disposer d'une infrastructure adaptée** (fixe ou mobile) et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité ;

Ces garanties doivent être appréciées au cas par cas mais tiennent compte, dans toutes les situations, de la dimension ludique et de l'esprit d'aventure propres aux centres de vacances, tout en sachant que ceci n'exonère en aucun cas un organisateur de centre de vacances de précautions minimales en matière d'hygiène et de sécurité.

- **faire couvrir par des polices d'assurance :**
 1. sa responsabilité civile
 2. la responsabilité civile des enfants
 3. le dommage corporel causé aux enfants;

- **établir et respecter un règlement d'ordre intérieur**, qui doit être communiqué aux parents ;

Ce règlement d'ordre intérieur doit être considéré comme un outil d'évaluation interne du centre de vacances. Il doit permettre la transparence à l'égard des partenaires du centres de vacances et notamment des parents. Il permet d'organiser la vie et les modalités de participation au centre de vacances, mais aussi de garantir pour tous, sans discrimination, la possibilité d'accès au centre de vacances.

Des indications quant au contenu et la manière d'élaborer ce R.O.I. sont données dans le chapitre « Règlement d'ordre intérieur » de cette brochure.

- **se soumettre à l'inspection organisée par les services de l'ONE.**

Le contrôle de l'ONE s'inscrit à la fois dans un objectif de vérification administrative et d'évaluation comparative des différents centres de vacances, mais aussi dans une perspective plus générale d'accompagnement et de suivi pédagogiques.

Responsables de manière générale du contrôle des normes et de l'accompagnement des pratiques éducatives dans les différents milieux d'accueil de l'enfant (crèches, maisons d'enfants,...), les « coordinateurs et coordinatrices des milieux d'accueil » (autrefois appelés « inspecteurs et « inspectrices ») sont chargés de cette mission.

Ils peuvent également, sous réserve de leur disponibilité, conseiller les opérateurs dans l'élaboration de leur projet pédagogique et lors de l'évaluation, voire de la révision, de ce projet en fonction des constats établis.

- **prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès aux enfants ne soit pas empêché** par le montant de la participation financière éventuellement due par les parents. *Il est important que, dans la limite du raisonnable et du possible, chaque organisateur veille à développer les mécanismes de solidarité permettant à un maximum d'enfants de participer aux activités qu'il propose.*

Les structures qui poursuivent un but commercial ou de lucre sont exclues de l'agrément et du subventionnement comme centre de vacances.

3. Les périodes concernées sont :

Les congés scolaires de deux semaines consécutives au moins : soit les vacances de Noël, de Pâques et d'été (juillet-août).

Cette durée minimale doit faciliter la mise en place d'un projet d'accueil dynamique.

4. La durée minimale de fonctionnement est :

- **Pour les plaines de vacances :**

Au moins trois périodes de 5 jours par an, dont 2 consécutives pendant l'été, avec sept heures minimum d'ouverture par jour.

- **Pour les séjours et camps de vacances :**

Pendant les vacances de Noël et Pâques : 6 jours consécutifs (soit 4 jours pleins, donc 5 nuitées) ;

Pendant les vacances d'Eté : 10 jours consécutifs (soit 8 jours pleins, donc 9 nuitées) ; **si les enfants sont âgés de moins de 8 ans**, cette durée minimale obligatoire est réduite à 7 jours consécutifs (soit 5 jours pleins, donc 6 nuitées).

Cette dérogation pour les enfants plus jeunes tient évidemment compte des pratiques de terrain et de la difficulté pour les enfants de cet âge de rester plus longtemps éloigné de leur famille.

Elle permet notamment d'accorder une reconnaissance et une subvention pour les initiatives mises en œuvre dans les sections ouvertes aux plus petits par les mouvements de jeunesse (baladins, nutons, poussins, faucons du nid,...).

5. Le nombre minimum d'enfants à accueillir pour être subventionné est de : 15

6. L'âge des enfants accueillis se situe:

De 30 mois à 15 ans inclus (de 30 mois à 21 ans pour les enfants handicapés).

L'âge de 30 mois est celui de l'entrée possible dans l'enseignement maternel et correspond à une réalité des centres de vacances (plus précisément des « plaines de vacances ») et à une demande accrue des parents.

Accueillir des enfants de cet âge nécessite cependant une attention particulière. Différentes caractéristiques et besoins particuliers aux enfants de cet âge sont à prendre en compte, via le projet pédagogique notamment. Des pistes pour préparer un tel accueil sont proposées dans la partie « Accueil des tout petits » du chapitre 2.

Des enfants de plus de 15 ans peuvent être accueillis dans les Centres de Vacances mais ils ne seront dès lors pas pris en compte dans le calcul de la subvention.

Les enfants et jeunes moins valides jusqu'à 21 ans sont quant à eux pris en compte dans le calcul de la subvention qui est par ailleurs majorée en fonction du handicap. Cette disposition vise à contribuer à la réponse à une demande très pressante de loisirs actifs pour les moins valides.

Des pistes pour préparer un tel accueil sont détaillés dans la partie « L'accueil des enfants et jeunes moins valides » du chapitre 2.

7. Le Centre de Vacances doit garantir des normes minimales d'encadrement :

Les normes d'encadrement sont à la fois :

- **quantitatives**, car proportionnelles au nombre d'enfants accueillis dans le centre de vacances ;
- **qualitatives**, car répondant à des conditions particulières de formation des animateurs.

a. Dans chaque centre de vacances, il faut un « responsable pédagogique » :

- ce « responsable pédagogique » **doit être physiquement présent** sur place lors de toute la durée du centre de vacances (et non au siège de l'organisateur) ;
- il s'agit :
 - o soit d'un **coordinateur breveté** (c'est-à-dire un animateur breveté, âgé de + de 18 ans, ayant acquis ce brevet à l'issue d'une formation théorique de 150 heures et d'une formation pratique de 250 heures auprès d'une organisme agréé) ;
 - o soit un **responsable qualifié** (c'est-à-dire, uniquement pour les camps de vacances, un animateur breveté, disposant d'une expérience d'animation adéquate à la fonction de responsable pédagogique, désigné à cette fonction par une section locale d'un mouvement de jeunesse reconnus dans le cadre du décret du 20/6/1980).

Cette exigence de disposer pour chaque centre de vacances d'un « responsable pédagogique » est nouvelle et liée au décret.

Le rôle de ce responsable pédagogique est essentiel par rapport aux différentes dimensions de l'animation comme :

- l'élaboration, avec l'équipe d'animation, du projet pédagogique du centre de vacances
- la gestion quotidienne de l'équipe d'animation
- les rapports avec l'environnement du centre de vacances (autorités, parents,...).

Les modalités de formation liées à cette fonction, les assimilations prévues en fonction d'autres diplômes ou titres pédagogiques, de même que les équivalences qui peuvent être accordées pendant deux ans en fonction notamment de l'expérience acquise, sont détaillées dans la partie « formation des animateurs » du chapitre 2 de la brochure.

b. Dans chaque centre de vacances, il faut des animateurs en nombre suffisant et de qualification suffisante :

Au niveau du nombre :

- o **un animateur par groupe de 8 enfants**, si l'un ou plusieurs des enfants sont âgés de **moins de 6 ans** ;
- o **un animateur par groupe de 12 enfants de 6 ans et plus** ;

Au niveau de la qualification :

- o un animateur sur trois doit être **breveté ou assimilé** (voir plus loin).

Par dérogation, la proportion d'animateurs brevetés est ramenée à un sur quatre pendant les 2 premières années suivant l'entrée en vigueur du Décret, soit jusqu'aux vacances de Noël 2003, non-comprises.

Cette dérogation doit permettre aux organisateurs et aux animateurs de s'adapter au nouveau décret en veillant à l'acquisition d'une formation d'animateurs auprès d'un organisme agréé par la Communauté française.

L'originalité des formations d'animateur et de coordinateur de centres de vacances est de proposer des contenus adaptés à leur réalité d'animation et d'alterner les périodes de formation théorique (hors terrain) et pratique (sur terrain). L'évaluation permanente est un autre grand principe de ces formations dont le contenu porte notamment sur les matières suivantes : l'expression, la créativité, le bien-être des enfants, les premiers soins, la gestion du groupe, l'éveil culturel,...

La partie « formation des animateurs » du chapitre 2 de cette brochure permettra d'en apprendre plus à ce sujet.

c. Normes d'encadrement particulières :

- dans les **centres de vacances accueillant des enfants moins valides**, il doit y avoir, en plus des normes détaillées plus haut, un animateur par enfant « handicapé lourd » et un animateur par tranche entamée de 3 enfants « handicapés légers » ;
- dans les **centres de vacances accueillant exclusivement des enfants moins valides**, un animateur sur quatre doit disposer d'une spécialisation pour l'animation des enfants handicapés de minimum quarante heures.

L'accueil d'enfants moins valides est passionnant sur le plan humain mais il ne s'improvise pas. Il nécessite un projet pédagogique particulier, un encadrement suffisant par rapport au degré d'autonomie de ces enfants, mais aussi la présence active d'animateurs qui ont suivi une formation spécialisée, de façon à pouvoir rencontrer leurs besoins particuliers sur le plan psychomoteur, affectif, nutritionnel voire médical.

La partie « accueil des moins valides » du chapitre 2 permettra d'en apprendre plus à ce sujet.

Tout membre du personnel d'encadrement doit être de bonne vie et mœurs et doit pouvoir en attester s'il est âgé de 18 ans et plus.

Cette disposition vise à permettre un contrôle éventuel des personnes assurant l'encadrement des centres de vacances. En tout état de cause, il est de la responsabilité des organisateurs de s'assurer, par les moyens qu'ils jugent utiles, que le personnel d'encadrement présente les conditions requises d'équilibre, le rendant apte à exercer une fonction d'animation d'enfants.

III. Quelle est la procédure à suivre pour obtenir agrément et subventions ?

Cette procédure comporte trois étapes distinctes :

- **la demande d'agrément** ou de **renouvellement** d'agrément (une fois tous les trois ans).
- **la demande de subsides** (avant chaque centre de vacances).

- **la demande de liquidation des subsides** (après chaque centre de vacances).

Un pouvoir organisateur disposant de plusieurs structures d'accueil (un mouvement de jeunesse avec plusieurs sections, une association ou une commune qui organise plusieurs séjours ou plaines de vacances en des endroits distincts) doit impérativement introduire une demande de subsides pour chaque implantation.

1. Il faut demander l'agrément (ou le renouvellement de l'agrément)

La demande d'agrément doit être introduite :

- au service Centres de Vacances de l'ONE ;
- au plus tard **soixante jours avant le début des activités** ;
- suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe de cette brochure (**annexe 1 de l'arrêté du 20 septembre 2001**).

Sauf si celui qui l'introduit est une organisation de jeunesse reconnue, cette demande doit comprendre copie :

- du projet pédagogique du centre de vacances ;
- de son règlement d'ordre intérieur ;
- des statuts de l'association, si l'organisateur n'est pas un pouvoir public.

Si l'organisateur est une organisation de jeunesse reconnue, c'est le secrétariat général de celle-ci qui transmet à l'ONE ces documents.

Endéans le mois d'introduction de la demande **complète** (et donc de sa recevabilité), l'ONE instruit le dossier et soumet une proposition d'agrément du centre de vacances **au Ministre de la Communauté française qui a la politique de l'enfance dans ses attributions**

Le Ministre statue sur la demande dans les 30 jours qui suivent la réception de la proposition soumise par l'ONE. L'organisateur de centre de vacances est ensuite informé de la décision intervenue.

Cet agrément n'est pas anodin. Il peut notamment faire l'objet d'une communication positive à l'égard des parents. Pas question, par contre, de revendiquer cet agrément ou la reconnaissance comme « centre de vacances agréé » sans passer par cette procédure.

En cas de refus d'agrément, des procédures de recours sont prévues, qui permettent à l'opérateur concerné de faire valoir ses droits.

L'agrément est théoriquement valable pour une période de trois ans. Cependant, sur proposition de l'ONE, le Ministre de l'Enfance peut, à tout moment, le retirer. Il ne suffit donc pas d'obtenir l'agrément, il faut en plus remplir effectivement les conditions prévues par le décret en matière d'encadrement, d'infrastructures et de projet pédagogique notamment.

2. Il faut demander le subside

La demande de subside doit être introduite :

- à l'ONE ;
- au plus tard **le 30 avril** pour les vacances d'été ou **30 jours** avant les activités pour les vacances de Noël et de Pâques ;

- suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe de cette brochure **(annexe 2 de l'arrêté du 20 septembre 2001).**

La demande de subside (et de liquidation de subside) doit être introduite de façon distincte pour chaque période de centres de vacances (Noël, Pâques, Été).

Cette obligation de se « signaler » à l'ONE avant l'organisation de tout centre de vacances est essentielle pour que celui-ci puisse organiser la venue sur place d'un ou d'une coordinateur(-trice) des milieux d'accueil, qui pourra vérifier que les conditions d'agrément sont remplies et que les déclarations préalables des organisateurs sont effectives.

3. Il faut demander la liquidation des subsides

La demande de liquidation des subsides doit être introduite :

- à l'O.N.E. ;
- après chaque centre de vacances ;
- au plus tard **un mois après la fin des activités** ;
- suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe de cette brochure **(annexe 3 de l'arrêté du 20 septembre 2001).**

L'obligation de demander la liquidation des subventions peut paraître évidente. Et pourtant chaque année, des centres de vacances sont privés de subsides, faute d'avoir communiqué dans les temps les renseignements nécessaires au calcul de la subvention. Un centre de vacances doit donc se préparer, mais également faire l'objet d'un suivi sérieux...

Cette demande doit comprendre obligatoirement :

- la liste des enfants accueillis ;
- la liste du personnel d'encadrement (coordinateur ou responsable qualifié et animateurs) accompagnée des copies des brevets ou titres assimilés et, le cas échéant, des justificatifs des indemnités payées aux animateurs brevetés et responsables qualifiés ;
- le tableau des présences journalières (enfants et animateurs).

L'ensemble de ces données permet à l'ONE de calculer les subventions « méritées » par chaque centre de vacances.

IV. Comment la subvention est-elle calculée ?

Un centre de vacances agréé peut bénéficier de trois types de subsides :

- un **subside de fonctionnement**, attribué sur base du nombre de journées d'animation/enfants ;
- un **subside pour les frais d'encadrement**, destiné à la prise en charge des frais consécutifs aux indemnités éventuellement octroyées aux coordinateurs et animateurs brevetés ;
- des **subsides complémentaires divers**.

1. Un subside de fonctionnement

Le subside de fonctionnement est calculé sur base d'un forfait d'1,24 € (50 FB), multiplié par le nombre de journées de présence des enfants.

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre de l'Enfance peut appliquer à ce montant forfaitaire un coefficient multiplicateur.

Cela signifie en clair qu'en fonction du volume de journées subsidiées et du budget disponible, le montant forfaitaire pourra être augmenté ou diminué (calcul « au marc le franc »). Il est à noter que, pour les centres de vacances 2001, sur base des règles d'agrément anciennement appliquées par l'ONE, ce forfait s'élevait à un peu plus de 64 francs belges (1,59 €).

Le montant total des subventions est soumis annuellement à une augmentation liée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Exemple :

Pour un camp de vacances accueillant 20 enfants pendant 10 journées et rencontrant les critères d'agrément, le subside de fonctionnement sera (sous réserve du budget disponible et du nombre total de journées subsidiées) de 247,89 € (10.000 FB).

Pour une plaine de vacances ayant accueilli pendant trois semaines (15 jours d'animation) une moyenne de 47 enfants, le subside de fonctionnement sera (sous réserve du budget disponible et du nombre total de journées subsidiées) de 873,82 € (35.250 FB).

2. Une subvention pour les frais d'encadrement

La subvention pour frais d'encadrement est attribuée pour le personnel breveté qui perçoit une indemnité.

*Souvent, les mouvements de jeunesse qui organisent des camps de vacances n'octroient pas d'indemnité aux personnes qui assurent l'encadrement de leurs activités, qui sont **bénévoles**.*

Reconnaissant cette pratique, la subvention pour frais d'encadrement est donc limitée au cas où le personnel est breveté et perçoit une indemnité dont l'organisateur du centre de vacances doit apporter la preuve.

Cette subvention est calculée sur base du forfait (1,24 €) multiplié par 6 pour les animateurs brevetés (soit 7,44 € - 300 FB) ou par 10 pour les coordinateurs brevetés (soit 12,4 € - 500 FB) et par le nombre de journées prestées.

Cette subvention est octroyée au maximum au prorata des normes minimales d'encadrement. Cela signifie que si l'équipe d'encadrement est composée de plus d'animateurs brevetés que le minimum requis (un sur trois), ceux-ci ouvrent également le droit à une subvention pour frais d'encadrement à concurrence du nombre total d'animateurs nécessaires pour être agréé.

Cette disposition a pour objectif de favoriser l'encadrement des centres de vacances par des animateurs brevetés.

Exemple :

Un séjour de vacances accueillant 72 enfants de plus de 6 ans pendant 10 journées remplit les conditions minimales d'encadrement, soit un coordinateur et 6 animateurs dont 2 brevetés.

La subvention pour frais d'encadrement comprendra 10 journées de coordinateur (123,95 € - 5.000 francs) et 20 journées d'animateurs brevetés (148,74 € - 6.000 francs).

Si ce même centre avait disposé de 3, 4, 5 ou 6 animateurs brevetés, la subvention aurait couvert, respectivement, 30, 40,50 ou 60 journées d'animateurs. Par contre, s'il y a 7 animateurs brevetés ou davantage, la subvention sera limitée au minimum d'animateurs requis soit 60 journées (446,21 € - 18.000 francs).

3. Des subventions complémentaires

Afin de prendre en compte des situations particulières et de permettre à un maximum d'enfants, quelle que soit leur situation familiale ou de santé, d'avoir accès à des centres de vacances, le forfait pour frais de fonctionnement peut être majoré dans trois cas.

a. Une subvention pour les infrastructures résidentielles

Une majoration de 15 francs (0,37 €) par journée de présence d'enfant est attribuée aux organisateurs qui utilisent des infrastructures **résidentielles** équipées de manière permanente de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance, et qui répondent aux normes de sécurité incendie et d'hygiène.

Cette majoration vise à prendre en charge une partie des frais supplémentaires liés à la location d'infrastructures spécialement équipées.

b. Une subvention pour l'accueil d'enfants moins valides

Un forfait journalier spécifique pour l'accueil d'enfants handicapés est prévu, s'élevant :

- à 80 francs (1,98 €) par « handicapé léger »
- à 120 francs (2,97 €) par « handicapé lourd ».

Définition :

Par enfant handicapé léger, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui ne nécessite pas d'aide ou une aide partielle pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers notamment :

- 1° les enfants ayant une arriération mentale légère ou modérée de 50 à 100 % d'invalidité ;*
- 2° les enfants trisomiques légers ;*
- 3° les enfants ayant des troubles instrumentaux ou du comportement.*

Par enfant handicapé lourd, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui nécessite davantage d'aide ou une aide complète pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers, notamment :

- 1° les enfants qui ne peuvent se déplacer sans l'aide d'une tierce personne ou sans l'usage d'un fauteuil roulant;*
- 2° les enfants qui ne disposent pas de l'usage des 2 jambes ou des 2 bras;*
- 3° les enfants sourds, muets ou aveugles;*
- 4° les enfants atteints de maladies chroniques graves;*
- 5° les handicapés mentaux ayant un quotient intellectuel inférieur à 50;*
- 6° les enfants autistes.*

Le nombre d'enfants handicapés et leur type de handicap font l'objet d'une déclaration sur l'honneur de l'organisateur du centre de vacances.

Les services ou institutions agréés ou subventionnés par d'autres pouvoirs publics pour l'accueil et l'encadrement quotidien d'enfants handicapés sont exclus de la subvention.

c. Une subvention pour l'accueil d'enfants issus de milieux moins favorisés

Une majoration de 15 francs (0,37 Euro) est appliquée au forfait pour frais de fonctionnement par **enfant « issu de milieu défavorisé sur le plan socio-économique »**, dès qu'au moins 30 % d'enfants de milieu défavorisé participent aux activités du centre de vacances.

Définition :

Est considéré comme enfant de milieu socio-économique défavorisé, l'enfant appartenant à un milieu familial précarisé où au moins un des parents ayant effectivement l'enfant à sa charge bénéficie d'un revenu de remplacement ou est exclu des mécanismes de protection sociale.

Le nombre d'enfants issus de milieu défavorisé fait l'objet d'une déclaration sur l'honneur de l'organisateur du centre de vacances accompagnant la demande de liquidation des subsides.

Par la simplicité de cette procédure, il s'agit d'éviter des démarches administratives lourdes pour les organisateurs et stigmatisantes pour les parents, notamment eu égard à la priorité à donner à ce type de public dans le cadre de l'accueil de vacances.

4. Une avance provisionnelle

Afin de soulager la trésorerie des organisateurs de centres de vacances, une subvention provisionnelle **égale au maximum à 50 % du montant de la subvention octroyée l'année précédente** est liquidée au plus tard le 15 juin de l'année en cours.

Cette avance provisionnelle devra être remboursée :

- *si les activités du centre sont annulées ;*
- *si le centre ne remplit plus les conditions d'agrément ;*
- *si le formulaire de liquidation des subsides n'est pas transmis dans les délais après le déroulement des activités ou n'est pas conforme.*

Chapitre II : Un Centre de Vacances, ça se prépare !

L'objectif de ce second chapitre est de donner des repères, de poser des balises en vue d'un accueil optimal des enfants dans le cadre des centres de vacances.

Ce chapitre explicite notamment des dimensions particulières du nouveau décret sur les centres de vacances, notamment celles qui concernent le projet pédagogique ou le règlement d'ordre intérieur.

Pour le reste, il propose quelques pistes de réflexion et d'action destinées à aider chaque équipe d'animation à se mettre en mouvement, à élaborer son propre projet d'animation (car chaque expérience d'animation est particulière et mérite une approche spécifique) et à être attentif à quelques dimensions plus spécifiques de l'animation (accueil des plus petits, des moins valides, sécurité et hygiène).

Il ne s'agit pas d'un recueil de recettes toutes faites mais plutôt une invitation à la réflexion qui sera utilement complétée par une préparation sérieuse et la consultation d'autres outils, tels que ceux qui sont proposés par les organisations de jeunesse qui mettent sur pied des centres de vacances ou des formations d'animateurs !

Ces quelques pistes n'ont d'autre prétention que d'illustrer la philosophie qui doit sous-tendre l'organisation globale d'un centre de vacances ; c'est une invitation à se mettre en projet pour offrir à tous un accueil de qualité !

I. Les textes de référence d'un centre de vacances

1. Le projet pédagogique

Chaque centre de vacances doit définir un projet pédagogique qui traduit concrètement les missions dévolues aux centres de vacances (développement physique, créativité, intégration sociale, citoyenneté) et qui fixe les objectifs poursuivis, les méthodes et les moyens développés, tout en tenant compte des composantes socioculturelles de la société.

C'est ce projet pédagogique qui marque l'identité de chaque centre de vacances, qui permet de faire la différence entre un simple espace d'accueil ou de garderie de l'enfant et un véritable projet d'animation au sein duquel l'enfant peut être acteur.

a. Un projet pédagogique, c'est l'aboutissement d'un travail d'équipe !

Chacun a une certaine représentation de l'animation, de l'enfant, de ses capacités et besoins, ainsi que de la façon la plus adéquate d'y répondre... Chacun a un *projet* pour l'enfant.

Ce projet, plus ou moins conscient, s'est construit à partir de différentes références personnelles qu'il est important de confronter et à propos desquels il est intéressant de réfléchir :

- notre propre histoire d'enfant ou de parent ;
- nos formations et connaissances théoriques ;
- nos expériences d'animation, nos réflexions et observations.

Il est important pour une équipe d'animation de pouvoir tester ses propres représentations, de pouvoir les confronter avec celles du pouvoir organisateur qui met sur pied le centre de vacances.

Se poser en équipe d'animation la question : « à quoi faisons nous référence dans nos gestes quotidiens d'animation ? », *c'est déjà se mettre en projet* :

- c'est passer d'une action spontanée et instinctive à une action consciente et réfléchie ;
- c'est confronter différentes représentations ;
- c'est « *faire équipe* » pour dégager des finalités et des objectifs communs (que visons-nous pour l'enfant à travers notre animation ?).

C'est sur cette base qu'un projet pédagogique doit se définir :

- qui donne sens à l'animation : nous savons pourquoi nous posons tel acte, ce qui guide tel choix pédagogique et nous pouvons en expliquer le fondement aux parents, aux enfants, au pouvoir organisateur, à l'ONE,... ;
- qui renforce les liens au sein de l'équipe et la cohérence dans la façon de penser, d'être, de faire ;
- qui permet de s'accorder sur des références, sur des valeurs, sur un vocabulaire commun.

Et, pour autant qu'on *l'évalue régulièrement*, ce projet pédagogique permet de toujours évoluer...

b. Un projet pédagogique, ça se construit !

Construire un bon projet pédagogique nécessite des moyens :

- *du temps* pour se réunir en équipe (suffisamment tôt avant le centre de vacances, pour travailler sereinement et efficacement !), pour y mener une réflexion commune, pour interroger et/ou rencontrer des parents, les enfants ;
- *un garant* pour la démarche... (idéalement, le coordinateur ou le responsable qualifié du centre de vacances) ;
- *un écrit*, mémoire du groupe, qui en conceptualise le cheminement... (le projet pédagogique en tant que tel).

c. Un projet pédagogique, ça se met en forme !

Une façon simple et efficace de présenter un projet pédagogique consiste à articuler deux axes : *les objectifs* poursuivis et *les moyens* pour y parvenir.

Les objectifs mettent en mots ce que nous visons pour l'enfant à travers notre animation. Ils sont le fruit d'une réflexion collective, bien ancrée dans des réalités concrètes, de l'observation de situations vécues...

Ils doivent prendre en compte :

- le lieu d'animation et son environnement (un projet pédagogique est différent selon que l'espace d'animation se situe en ville ou à la campagne) ;
- les ressources et limites matérielles et humaines du centre de vacances (matériel à disposition, compétences particulières de l'équipe d'animation) ;
- le contexte socio-économique et culturel (des lieux de vie des enfants, les ressources de leurs parents,...).

Les moyens sont l'ensemble des dispositions qui doivent permettre de rencontrer les objectifs et notamment :

- l'équipement matériel dont (devrait) disposer le centre ;
- l'aménagement de l'espace et du temps ;
- le type d'activités proposées, éventuellement en fonction des sous-groupes constitués dans le cadre du centre de vacances ;
- les ressources humaines (nombre et qualifications des animateurs, recours à des spécialistes,...) ;
- l'organisation des activités ;

- les modes d'intervention des animateurs face à diverses situations plus particulières (gestion de la santé, repas, temps libres,...) ;
- l'organisation de la vie quotidienne : repos, accueil, repas.... ;
- la manière d'établir des relations avec les parents ;
- les contacts avec l'extérieur... ;
- ...

d. Un projet pédagogique, ça se partage et ça s'ajuste !

Etant rédigé avant le centre de vacances, le projet pédagogique peut nécessiter des ajustements en début de celui-ci en fonction des constats effectivement réalisés par rapport au public accueilli ou aux infrastructures disponibles.

De même, il n'est pas inutile de le partager avec les enfants et jeunes accueillis dans le centre de vacances, de façon à ce qu'il puissent se l'approprier, voir en proposer des ajustements en fonction de leurs propres attentes. Mettre l'enfant dans le coup, peut être plus qu'intéressant pour un centre de vacances réussi.

e. Un projet pédagogique, ça s'évalue !

Un projet pédagogique n'est pas une masse inerte déterminée une fois pour toute et jamais remise en question. Un projet pédagogique s'évalue et s'ajuste constamment en fonction des objectifs, des moyens mis en œuvre et leur adéquation réciproque. Il s'agira de répondre à la question : « Les effets des pratiques quotidiennes sont-elles (*toujours...*) en adéquation avec les objectifs pédagogiques poursuivis (*jusqu'ici...*) ? Comment réajuster ? ».

C'est ainsi que le projet pédagogique, œuvre collective, s'inscrira dans un processus dynamique, qui en fera un outil de référence pour tous ... et le garant d'un accueil de qualité pour l'enfant.

2. Le règlement d'ordre intérieur

Chaque centre de vacances doit disposer de son propre règlement d'ordre intérieur qui détermine les modalités pratiques de son fonctionnement, de son organisation, de la collaboration entre les différents partenaires qui le mettent en œuvre. Ce règlement d'ordre intérieur doit être notamment communiqué aux parents qui pourront savoir ainsi de façon transparente dans quel cadre relationnel, institutionnel ou organisationnel le centre de vacances s'inscrit. Cela permet à chacun de savoir où il met les pieds et de prévenir problèmes et autres contestations.

Transposition administrative et concrète du projet pédagogique, le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités pratiques du fonctionnement du centre de vacances, son organisation, les responsabilités respectives des différents acteurs : pouvoir organisateur, équipe d'encadrement, enfants, parents. Il établit dans la clarté le contrat entre ces différents partenaires, permettant à chacun de connaître ses droits et ses obligations ; il pourra, de la sorte, utilement prévenir certains problèmes ou autres contestations.

Puisqu'il doit être communiqué aux parents, ce règlement d'ordre intérieur pourrait débiter par un bref résumé de projet d'accueil, des objectifs poursuivis et moyens mis en œuvre, précisant que le texte complet du projet est disponible pour les familles qui le souhaitent.

Parmi les autres rubriques à envisager dans le règlement d'ordre intérieur, on retiendra surtout :

- Les rôles et responsabilités des organisateurs et « encadrants » : qui sont les responsables locaux (coordinateurs, animateurs,...), comment les joindre ? Quelle est l'organigramme de l'équipe et comment fonctionne-t-elle ? (coordinateur, animateurs, réunions, ...) ?
- L'organisation quotidienne : horaires de début et de fin d'activités, les modalités de garderie (avant et après les activités), les autorisations éventuelles de confier l'enfant à une autre personne que le représentant légal, les repas et collations, les déplacements extérieurs, les effets personnels à emporter, l'argent de poche, les absences, retards et désistements,...
- Les modalités financières (inscriptions, suppléments, réductions, mode de paiement, ...).
- Documents à fournir par les parents : identité, fiche médicale, numéros de téléphone utiles, autorisations diverses (notamment celle qui permet aux « encadrants » de prendre toutes les mesures nécessaires en cas d'urgence d'accident).
- Règles de vie proposées aux enfants dans le centre de vacances : régularité, courtoisie, respect d'autrui et des locaux, ... (ces dispositions peuvent utilement faire l'objet d'un débat avec les enfants).
- Sanctions éventuelles en cas de manquement par l'une ou l'autre des parties.

Ces indications ne sont nullement limitatives : selon les réalités locales ou l'expérience vécue des différents acteurs, d'autres modalités pratiques peuvent avantageusement faire l'objet d'une information claire et écrite.

II. La formation des animateurs et coordinateurs de centres de vacances

L'originalité du décret sur les centres de vacances est de prévoir l'obligation d'encadrement des activités par des animateurs et coordinateurs détenteurs d'un brevet homologué par la Communauté française. Ces brevets s'obtiennent à l'issue d'une formation qui combine théorie (dans le cadre de sessions de formation résidentielles) et pratique (dans le cadre de centres de vacances) et qui est dispensée par un organisme de formation habilité par la Communauté française.

Tout ce processus tend à garantir une qualité d'encadrement et de projet pédagogique au sein des centres de vacances. Et pour les jeunes qui se lancent dans la formation, il s'agit d'une expérience particulièrement enrichissante sur le plan humain comme en terme de développement personnel.

Pour les organisateurs de centres de vacances, disposer d'animateurs brevetés constitue évidemment un atout indéniable et il est important d'être attentifs à leur qualification, soit en organisant soi-même des formations, soit en encourageant (par exemple par la prise en charge des frais qui y sont liés), les jeunes intéressés à suivre ces formations...

Il est à noter également que d'autres modules de formation, permettant aux animateurs de se spécialiser à des techniques ou à des publics particuliers sont

également proposés par ces organismes de formation. Ils ne peuvent qu'enrichir le vécu de l'animateur et la qualité des projets qu'il propose.

1. La formation des animateurs de centres de vacances

La première chose à faire pour un jeune qui veut se lancer dans l'animation est de trouver l'organisme auprès duquel il va se former, soit (c'est souvent le cas) l'organisation de jeunesse dont il est ou a été membre, soit un autre organisme de formation habilité par la Communauté française. Différents critères pourront intervenir dans son choix, comme le projet pédagogique de l'organisme de formation, le calendrier de la formation (entre 16 et 20 ans, on a parfois un agenda bien chargé), les possibilités de stages pratiques...

a. Conditions de participation et durée de la formation

Pour pouvoir entamer leur formation, les (futurs) animateurs doivent être âgés de 16 ans révolus au premier jour du début de leur formation théorique et de 17 ans révolus lors d'une des périodes de formation pratique.

La formation complète peut s'étaler sur une durée maximale de 36 mois.

b. La formation théorique

La durée totale de la formation théorique est de 150 heures au moins et se déroulent dans un cadre résidentiel. Ces 150 heures peuvent être réparties en 2 à 6 périodes. La formation d'animateur commence obligatoirement par une phase théorique d'au moins 40 heures.

Contenus :

Dans le courant de la formation théorique d'animateur, sont abordés divers contenus essentiels pour assumer les fonctions d'animateur... mais aussi très utiles dans la vie de tous les jours comme dans la vie future qu'elle soit professionnelle ou parentale. Parmi d'autres, les contenus suivants sont abordés lors de la formation des animateurs :

- La connaissance de soi ;
- La connaissance des enfants et des jeunes (besoins, spécificités psychologiques, physiologiques, sociales et culturelles) ;
- La vie collective, les relations dans un groupe et sa gestion ;
- Le jeu, l'expression et la créativité, l'éveil culturel ;
- La sécurité, l'hygiène, les premiers soins ;
- Le bien-être des enfants et des jeunes ;
- Les rôles et fonctions, la déontologie et la responsabilité de l'animateur ;
- Le travail en équipe.

c. La formation pratique

La formation pratique est en fait une formation « sur le terrain », dans le cadre d'un centre de vacances agréé, en situation de responsabilité. Une fois acquis les concepts théoriques nécessaires à l'animation d'enfants, l'animateur en formation peut ainsi « se tester » en situation concrète. A l'issue d'une telle expérience, se déroule une évaluation qui est à la fois formative (puisque cette expérience pratique fait partie intégrante du processus de formation) et certificative (puisque'elle peut déboucher sur l'octroi d'un brevet).

La formation pratique se déroule soit en 150 heures en une période continue, soit en deux fois 100 heures en deux périodes continues (ou deux fois 75 heures pour les animateurs d'enfants de 30 mois à moins de 8 ans). Dans les séjours et les camps, la formation pratique a lieu en résidentiel.

2. La formation des coordinateurs de centres de vacances

Une fois son brevet acquis, l'animateur peut poursuivre son parcours de formation au gré de diverses spécialisations et notamment devenir « coordinateur » de centres de vacances.

a. Conditions de participation à la formation de coordinateur et durée

Pour pouvoir participer à la formation, le futur coordinateur doit :

- être âgé de 18 ans révolus le premier jour de la formation théorique.
- posséder le brevet d'animateur et justifier d'une expérience de 100 heures d'animation en plaines ou séjours de vacances ultérieure à l'obtention du brevet ;
- entamer sa formation de coordinateur au plus tard 24 mois après la fin de cette expérience de 100 heures.

La formation complète s'étale sur une durée de minimum un an et de maximum trois ans.

b. La formation théorique

La durée totale de la formation théorique de coordinateur de centres de vacances est de 150 heures au moins, dont 120 heures minimum en résidentiel. La formation théorique est entrecoupée d'au moins deux périodes de formation pratique.

Contenus :

Les contenus de la formation théorique sont adaptés aux types de responsabilités que doivent assumer les coordinateurs de centres de vacances. Comme la formation des animateurs, elle propose des contenus particulièrement utiles et enrichissants, dans un cadre d'animation comme dans tout autre contexte de vie.

On y aborde notamment les dimensions suivantes :

- Le coordinateur dans sa **fonction pédagogique** (gestion et accompagnement de l'équipe d'animateurs, projet pédagogique, attitudes, le rôle, le statut et les fonctions du coordinateur) ;
- Le coordinateur dans sa **fonction d'administrateur et de gestionnaire** (sécurité et hygiène, réglementations extérieures, gestion et administration d'un centre de vacances) ;
- Le coordinateur **en relation avec l'extérieur et les pouvoirs publics** (relations avec le lieu d'accueil, les parents, les autorités communales, les représentants des pouvoirs publics, les médias,...).

d. La formation pratique

La durée totale de la formation pratique est de 150 heures. Pendant cette période de formation pratique, le futur coordinateur se trouve en situation de responsabilité, sous la supervision d'un coordinateur déjà breveté.

3. Le responsable qualifié

Dans le cadre des camps de vacances organisés par un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté française, le « responsable pédagogique » du centre de vacances peut être soit un « coordinateur breveté » à l'issue du processus de formation décrit plus haut, soit un « responsable qualifié ».

Les conditions à remplir pour être responsable qualifié sont les suivantes :

- être animateur breveté ;
- être âgé dix-huit ans au moins ;
- être désigné par les instances d'une organisation de Jeunesse reconnue par la Communauté française ;

- faire preuve d'une expérience d'au moins un an d'animation, postérieure à l'acquisition du titre d'animateur breveté.

Le « responsable qualifié » n'ouvre pas le droit à une subvention pour frais d'encadrement, même s'il perçoit un défraiement pour sa fonction.

4. Assimilations et équivalences

A côté de ce cursus classique de formation, des situations particulières d'animation, d'autres parcours de formation ou des expériences acquises peuvent être pris en compte.

a. Les assimilations

D'autres titres pédagogiques, couplés à une expérience de terrain, peuvent être assimilés en vue de l'agrément à ceux obtenus à l'issue de la formation d'animateur ou de coordinateur de centres de vacances dans le cadre d'un organisme habilité par la Communauté française. Ces « assimilations » ne débouchent pas sur l'octroi d'une équivalence de brevet.

Peuvent être assimilés à des animateurs brevetés, les personnes qui :

- justifient d'une expérience utile de 150 heures de prestation au sein d'un centre de vacances ;
- sont porteuses d'un des titres suivants :
 - diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur de promotion sociale ;
 - diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social, pédagogique ou en éducation physique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale ;
 - un brevet de moniteur ou d'entraîneur délivré par l'ADEPS.

Peuvent être assimilés à des animateurs brevetés pour l'encadrement des enfants de six ans et moins, les personnes qui :

- justifient d'une expérience utile de 150 heures de prestation au sein d'un centre de vacances ;
- sont porteuses d'un diplôme ou certificat de fin d'études de puéricultrice ;

Peuvent être assimilés à des coordinateurs brevetés, les personnes qui :

- justifient d'une expérience utile de 250 heures de prestation au sein d'un centre de vacances ;
- sont porteuses d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social ou pédagogique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

b. Les équivalences

Les organisations de jeunesse et les opérateurs de centres de vacances n'ont pas attendu la nouvelle législation sur les centres de vacances pour proposer des formations aux jeunes qui s'investissent dans l'animation.

Depuis plus de 50 ans, des dizaines de milliers de jeunes, dont certains encore en activité, sont passés par là. Il convient de reconnaître leur formation et l'expérience acquise en situation d'animation.

Cette possibilité est ouverte à tous ceux qui ont suivi, avant l'entrée en vigueur du décret, une formation répondant aux conditions déterminées par celui-ci. Si elle

aboutit positivement, cette demande d'équivalence débouche sur la délivrance d'une attestation d'équivalence au brevet d'animateur ou de coordinateur, homologuée par la Communauté française.

Le porteur d'une telle attestation est dès lors comptabilisé dans le nombre d'animateurs « brevetés » nécessaires à l'agrément du centre de vacances et ouvre le droit au bénéfice d'une subvention pour frais d'encadrement s'il perçoit effectivement un défraiement.

La demande d'équivalence doit :

- être introduite auprès du Service Jeunesse de la Communauté française ;
- être introduite, soit par l'organisme qui a délivré le titre, soit par l'animateur concerné lui-même si ledit organisme a disparu ;
- comprendre le programme de formation suivi ainsi que tout élément d'information complémentaire utile pour l'appréciation du dossier

C'est le service Jeunesse du Ministère de la Communauté française qui gère l'habilitation des opérateurs de formation, l'homologation des brevets et l'équivalence aux brevets des titres délivrés antérieurement.

Coordonnées : Service Jeunesse, Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II 44, 1070 Bruxelles, 02.413.24.78

III. L'accueil de publics particuliers

L'organisation de tout centre de vacances nécessite la détermination d'un projet pédagogique, qui prend en compte les caractéristiques du public accueilli.

Au-delà du public « classique », certains font le choix d'accueillir soit de très jeunes enfants à partir de deux ans et demi, soit des enfants ou des jeunes souffrant d'un handicap plus ou moins lourd.

Si l'expérience est humainement ou pédagogiquement passionnante, elle ne s'improvise pas. Elle nécessite au contraire une attention particulière des équipes d'animation tant en terme de préparation que de suivi quotidien.

1. L'accueil des enfants de moins de 6 ans

Pour s'épanouir et grandir, et plus particulièrement lorsqu'il a moins de six ans, un enfant, a besoin d'être rassuré sur les plans matériel et affectif. L'enfant construira ce sentiment de sécurité jour après jour au travers de la relation à un adulte qui lui apporte au bon moment une réponse ajustée, répétée et stable à ses besoins. Des repères fiables, des personnes de référence et des limites, qui ne varient pas dans le temps ou selon les personnes, lui fourniront la structure qui l'aidera à se sentir bien.

Pour être prêt à répondre à ces besoins des tout-petits au bon moment, c'est avant l'ouverture du centre que doivent être pensées les petites choses et attentions qui permettront de les rassurer. Quelques pistes susceptibles de guider les équipes d'animation à travers l'organisation du temps, de l'espace et la mise en place d'attitudes adaptées aux plus petits au cours de quelques moments-clés de la journée sont proposées ici.

a. Le temps de l'accueil.

Au moment de l'accueil en centre de vacances, l'enfant vit à la fois la séparation avec les parents et l'entrée dans un monde inconnu. Il est important de

créer un *climat* accueillant pour lui et pour eux. Celui-ci facilitera et la séparation et l'adaptation à un environnement nouveau.

A cette fin, il est utile :

- de prévoir un lieu d'accueil qui attire, invite, éveille l'intérêt, suscite son envie « d'aller vers... » (peluches, jeux libres, petites autos, livres,...) ;
- de prévoir deux animateurs minimum : l'un pour accueillir les parents, l'autre pour s'occuper des enfants. En n'oubliant pas de se présenter d'emblée aux parents et aux enfants et en essayant de retenir le plus rapidement le prénom de ces petits bouts... ;
- d'aider l'enfant à faire connaissance avec les autres, par exemple en proposant d'emblée des activités favorisant l'émergence d'un sentiment d'appartenance au groupe et la connaissance mutuelle ;
- de faire découvrir au groupe d'enfants l'environnement humain, matériel et l'espace qui lui sera réservé (en veillant à leur stabilité au cours du séjour) ;
- de lui donner des points de repère et les informations nécessaires lui permettant d'approprier ce nouveau cadre de vie ;
- de permettre à l'enfant de bien vivre l'écoulement du temps en lui donnant des repères temporels et en lui proposant d'emmener un objet-fétiche (nounours, poupée, jouet...) ;
- de lui réserver un territoire propre et adapté (portemanteau à sa hauteur, tables et chaises à bonne hauteur,...) ;
- de veiller à l'intendance en prévoyant des vêtements de rechange et tout ce qui peut favoriser le confort des enfants...
- ...

b. Le temps du repas

Le repas est un moment important pour tout le monde et spécialement pour les petits. Dans la journée de l'enfant, c'est un moment pour manger, pour échanger, entrer en relation... Le repas doit être un moment agréable *pour tous*. Il faut veiller à sa qualité en y consacrant le temps nécessaire, en assurant l'encadrement suffisant notamment pour aider chacun, en prévoyant un espace et un matériel adapté, en garantissant une ambiance calme et sereine,...

c. Le temps de la sieste

Proposer le moment "sieste" jusqu'à l'âge de six ans répond également à un besoin physiologique... Comme tout le reste, cela doit cependant se préparer et se réaliser dans de bonnes conditions organisationnelles et matérielles.

Il faut veiller à proposer aux enfants un espace adapté au repos et spécifique... Au-delà de l'aspect matériel (lit, literie, tentures pour occulter la pièce,...), le respect de rituels rendra ce temps rassurant pour tous les enfants (histoire, objet transitionnel...).

d. Le temps des activités

Pour l'enfant, toute activité peut être jeu... qu'il faut varier régulièrement pour maintenir son attention et son intérêt. Proposer des activités et un matériel variés qui soutiennent les besoins de créativité et d'expérimentation est donc indispensable quand on accueille des tout-petits.

L'enfant de moins de six ans a quelques besoins spécifiques. Voici quelques exemples des réponses qui peuvent y être apportées :

- *L'enfant a besoin de rêver, de s'isoler, d'imiter, de jouer, de communiquer, de toucher, d'écouter, de regarder, de « symboliser »...* Des coins de jeux, de déguisements, coins dînette et poupée, lecture, des coins doux... pourront y répondre.
- *L'enfant a un énorme besoin d'activités exploratoires, perceptives et locomotrices. Grimper, ramper, construire démolir, faire de l'équilibre, courir, sauter, crier, s'ébattre, pousser, tirer, manipuler,... vont lui permettre d'expérimenter et d'apprendre à doser et à prendre conscience de sa force, de ses possibilités et de ses limites.* Des blocs de mousse, des caisses en cartons, des matelas, des ballons... pourront y répondre (à l'intérieur, à l'extérieur, dans l'eau, dans la nature...).
- *Les ateliers d'expression répondront à son besoin de valorisation, d'affirmation, de reconnaissance, d'accomplissement. Créer, construire, imaginer, transformer... satisferont ces besoins.* Dans ces ateliers, on trouvera des couleurs, de la colle, du papier, des graines, du sable, de l'eau... Et pourquoi pas un coin jardinage ou un coin avec des animaux?

Il ne s'agit que de quelques exemples qui constituent autant de pistes de réflexion pour les équipes d'animation.

2. L'accueil des enfants et des jeunes moins valides

L'enfant ou le jeune moins valide est d'abord un enfant ou un jeune. Il a ses besoins spécifiques, ses envies, ses projets, ses compétences, ses joies et ses peines. Lui aussi, il a envie de et a le droit à des vacances épanouissantes... alors que les offres en la matière sont trop rares. Faire le choix d'accueillir des « moins valides » lors d'un centre de vacances, ça vaut le coup car c'est une expérience humaine qui marque... et qui peut contribuer à la construction d'une société plus juste, solidaire, où chacun trouve sa place. Si les enfants et les jeunes qui les côtoient lors des activités vivent positivement leur intégration dans le groupe, les citoyens qu'ils seront demain seront des acteurs de tolérance et de respect de tous.

Mais plus encore que les centres de vacances « classiques », une expérience d'accueil des moins-valides ne s'improvise pas. Pour que l'aventure soit une réussite, il y a pas mal de conditions à remplir.

Loin de constituer des difficultés insurmontables, ces questions peuvent trouver des réponses par le dialogue (avec les parents ou des professionnels) et via des formations spécifiques et devenir autant de chances d'échanges.

Plus encore que pour les tout-petits, l'accueil d'enfants ou de jeunes moins-valides doit être minutieusement préparé, ne serait-ce que pour des raisons de santé ou en vue d'une intégration réussie. Le décret prévoit d'ailleurs un encadrement spécifique en fonction de l'importance du handicap et du nombre d'enfants accueillis. Et au sein de l'équipe d'animation, plusieurs animateurs doivent avoir suivi une spécialisation à l'animation des enfants handicapés.

a. Des contacts préalables

Ce type d'accueil nécessite d'une manière ou d'une autre un contact préalable avec l'enfant et son milieu de vie.

Diverses manières d'agir peuvent être utiles pour y parvenir :

- une fiche de renseignements médicaux et sociaux plus complète que celle utilisée pour les enfants valides permettra de connaître les habitudes, le handicap réel de l'enfant et les activités qui peut entreprendre l'enfant, ses centres d'intérêt, ses compétences diverses... de cette façon, l'accueil et les activités pourront être adaptées ;
- une visite préalable aux parents et/ou aux personnes qui s'occupent de l'enfant au quotidien pourra également être utile pour rassurer tout le monde : tant les parents que l'équipe d'animation et l'enfant lui-même apprécieront de se connaître avant de débiter la grande aventure du centre de vacances ;
- de même, s'il s'agit d'initiative où se côtoient des enfants valides et moins valides, il n'est pas inutile d'informer préalablement les premiers de l'expérience de vie qui leur sera proposée.

b. Des précautions spécifiques

En fonction du bilan effectué via les contacts préalables décrits plus haut, l'équipe d'animation devra s'organiser de façon optimale pour prendre en compte les informations glanées, notamment pour ce qui concerne l'administration des soins paramédicaux et le suivi des cas les plus lourds.

c. Un programme d'activités ambitieux

Qui dit moins valide ne dit pas « incapable », « incompetent » ou « inintéressé ». Au même titre que tous les enfants, le public moins valide aime les jeux, les chants, les activités manuelles et sportives. Il s'agit simplement de s'y adapter en prenant en compte les compétences et les attentes de chacun.

IV. La vie quotidienne en Centre de Vacances

Au-delà de l'animation, les aspects de la vie quotidienne en centre de vacances méritent une attention particulière. Les besoins physiologiques de base doivent pouvoir y être rencontrés et les petits gestes de la vie quotidienne y trouver leur place.

En centre de vacances, on boit et on mange, on utilise les toilettes, on se lave, on dort. Tout cela, même si parfois ce n'est pas du ressort direct de l'équipe d'animation, mérite une attention particulière parce qu'il n'y a pas de raison d'être « moins bien » en vacances que chez soi et que des conditions élémentaires d'hygiène et de sécurité doivent être respectées pour que chacun se sente bien.

1. La gestion de la santé

Gérer la santé dans un centre de vacances, ce n'est pas seulement soigner les petits bobos ou passer le relais à des spécialistes pour les plus gros. C'est d'abord développer une attitude qui permette à l'enfant d'être en santé, c'est-à-dire d'évoluer dans un environnement sain et rassurant avec des adultes disponibles, à l'écoute, soucieux de son bien être, de son épanouissement et des conditions de son développement.

Avoir le souci de la santé de l'enfant, c'est avant tout être attentif à :

- respecter son rythme de vie et d'activité ;
- lui offrir des conditions optimales pour qu'il puisse rire, jouer, s'amuser ;
- développer des comportements « bien traitants » (respectueux de son rythme et de ses besoins) ;

- lui permettre de se reposer et dormir dans de bonnes conditions (environnement calme, literie confortable, heures de sommeil suffisantes, réveil en douceur, possibilité de sieste si nécessaire, ...) ;
- lui apporter une alimentation de bonne qualité, variée et équilibrée, respecter son appétit ;
- lui donner accès à des boissons en suffisance et veiller à ce qu'il boive suffisamment ;
- l'aider à se protéger du soleil (chapeau, crème solaire,...) ;
- être préventif pour éviter les accidents (sur la route, dans les activités comme dans les moments de temps libres)

Néanmoins, les centres de vacances étant des milieux de vie comme les autres, une équipe d'animation peut être amenée à devoir gérer des incidents de santé plus ou moins importants. Il faudra être capable de prendre les bonnes initiatives face aux mille et un bobos qui peuvent survenir au quotidien... et être prêt à passer le relais pour les autres.

a. Quelques principes de base sur la gestion de la Santé :

- Pour des raisons évidentes de coordination et de cohérence de la gestion de la santé, il est important qu'une seule personne, compétente et responsable, soit désignée pour s'occuper de la pharmacie, de l'infirmerie, des fiches de santé et des soins.
- Lorsqu'elle s'absente ou si elle n'accompagne pas les balades et excursions, la personne responsable des soins délèguera un « gestionnaire des soins » qui prodiguera les soins, sera garant de la trousse de secours et veillera à l'informer après-coup de tout incident particulier.
- Une préparation à cette fonction est utile (comme celle qui est dispensée dans le cadre de la formation des coordinateurs ou parfois proposée en guise de spécialisation). Une formation paramédicale ou de secouriste peut être un atout... à condition de ne pas jouer les apprentis sorciers.
- Il est important de consulter toutes les fiches Santé avant le début du Centre de Vacances et, éventuellement, de prendre un contact personnel avec certains parents pour préciser ou compléter certaines informations, voire pour recevoir en mains propres d'éventuels médicaments à donner.
- Il est ainsi important que chaque animateur puisse, en début de centre de vacances, consulter les fiches des enfants dont il a plus particulièrement la charge et que les problèmes médicaux les plus aigus soient connus de l'ensemble de l'équipe d'animation.

- Ne jouez pas à l'apprenti sorcier, particulièrement si un accident survient ou si un enfant se sent mal. N'hésitez pas à faire appel à des personnes compétentes. De manière générale, essayer d'éviter le recours aux médicaments hors prescription médicale explicite. Un médicament non adapté, un mauvais choix ou un médicament trop vite donné peuvent avoir des conséquences plus ou moins graves.

- Et n'oubliez pas que dans bien des cas, la plainte d'un enfant est une traduction d'un mal-être passager, qui pourra être résolu par une discussion entre quatre yeux.

b. Quelques notions à préciser :

- ***L'infirmierie***

Un espace « infirmierie » sera aménagé et constituera un lieu où pourront se donner les soins et où seront centralisés la pharmacie, la trousse de secours, le carnet de soins et les fiches individuelles médicales.

- ***La pharmacie***

Ensemble des médicaments et du matériel de soins conservés dans une armoire ou une valise accessibles uniquement à l'équipe d'animation et plus particulièrement à celui ou ceux désignés pour la gérer. La pharmacie est indispensable pour tous les centres de vacances. Elle doit être préparée bien avant le départ, être expurgée des médicaments périmés ou inutiles car trop spécifiques. Le rôle de la pharmacie n'est évidemment pas de se substituer au médecin et au pharmacien : son contenu doit permettre de dispenser les premiers soins et de gérer les questions de santé de la vie quotidienne... tout en gardant à l'esprit que l'aspirine ne guérit ni le rhume, ni la grippe, ni l'éloignement familial.

- ***La trousse de secours***

Il ne s'agit pas d'une pharmacie bis. Elle est constituée des éléments de base nécessaires pour bien réagir aux incidents pouvant intervenir lors d'une balade ou d'un jeu extérieur, contenu dans une trousse facilement transportable (un sac banane par exemple). Une trousse de secours doit accompagner chaque groupe du centre de vacances dans tous ses déplacements. Cela signifie qu'elles doivent exister en nombre suffisant en fonction du nombre d'enfants accueillis et de groupes formés. Il est également important de vérifier régulièrement son état et de la réapprovisionner si nécessaire avec les éléments de la pharmacie.

- ***Le carnet de soins***

Il s'agit d'un cahier où sont répertoriés l'ensemble des soins donnés à chaque enfant. Le carnet de soins constitue un outil essentiel qui doit être rigoureusement tenu à jour. Il permettra de suivre l'évolution du blessé ou du malade et de faire le lien avec un médecin en cas d'aggravation ou avec les parents.

- ***La fiche de santé***

Elle doit être établie pour chaque enfant préalablement au centre de vacances. Elle doit être remplie par les parents (ou le médecin traitant). Si nécessaire, le responsable du centre pourra contacter personnellement les parents concernés afin d'en connaître un peu plus sur des cas plus particuliers.

Les fiches seront facilement accessibles et rangées de manière fonctionnelle afin de pouvoir en disposer immédiatement en cas d'urgence. Les renseignements que la fiche contient peuvent être utiles au médecin, à la personne chargée des soins, mais aussi aux animateurs pour adapter leur attitude lors des activités ou lorsqu'une difficulté est rencontrée.

- ***Les Cartes SIS de la mutuelle***

Depuis 2000, la carte SIS est obligatoire dans les pharmacies et les hôpitaux. Dans le cadre d'initiative en internat (séjour ou camp de vacances), il est donc utile d'en faire la récolte au moment du départ et de les conserver en lieu sûr

de façon à en disposer facilement en cas de besoin... et de pouvoir les remettre à leur propriétaire en fin de séjour.

- ***Le listing téléphonique***

Afin de pouvoir parer rapidement à toute éventualité, il est important d'avoir à porter de main une série de coordonnées utiles. Préparez soigneusement une liste des numéros de téléphone utiles propres à l'endroit où vous vous trouvez (médecin, infirmière, pharmacien, responsable des soins, coordinateur,...) mais aussi plus généraux (services d'urgence, police, pompiers, centre antipoison 070.245.245).

Cette liste sera utilement affichée près du poste de téléphone mais également reproduite pour chaque animateur et chaque trousse de secours.

c. Contenu-type de la trousse de secours

Désinfectant (isobétadine)	Stéril-strip
Compresse stériles	Ciseaux
Arnica piqures, coups	Pince à échardes
Crème solaire préventive	Triangles stériles
Bandage compressif	Bande Cambric
Répertoire téléphonique	Guide mode d'emploi

d. Contenu-type de la pharmacie

Il n'existe pas de contenu idéal en tant que tel, mais certaines choses sont incontournables : du petit matériel (thermomètre, pince à épiler, compresses, sparadrap,...), quelques produits à usage externe (désinfectant, pommade contre les piqures d'insectes ou les coups,...) et quelques produits à usage interne (antidouleur, anti-diarrhéique, pastilles contre le mal de gorge,...). Des médicaments trop spécifiques ou dont l'usage est soumis à prescription médicale ne sont pas utiles dans une pharmacie de camp à moins que leur usage ne soit clairement indiqué pour le cas d'un participant en particulier.

Il n'est pas inutile non plus de disposer d'un mode d'emploi de tous ces produits et ustensiles ainsi qu'un répertoire proposant les réponses adéquates aux petits bobos de la vie de centres de vacances (échardes, contusion, piqure d'insecte,...).

1. Matériel

- Thermomètre
- Bouillotte
- Épingles de sûreté
- 1 paire de ciseaux
- 1 pince à écharde
- Gobelets
- 1 peigne à poux
- matériel réservé au nettoyage des plaies :
- Gants de toilette jetables
- Essuie(s)
- Savon doux

2. Pansements

- Ouate proprement emballée (boîte plastique etc...)
- Ouate thermostatique (contre le saignement de nez)
- Compresses stériles en sets individuels de différents formats
- Rouleaux de sparadrap
- Pansements d'urgence adhésifs
- Bandes Velpeau
- Bandes de Cambric 10 cm et 5 cm

- Tampons alcoolisés (pour désinfecter les instruments et non les blessures !).

3. Produits pharmaceutiques à usage externe

- Gel ou crème anti prurigineux (démangeaisons)
- Iso-bétadine dermique (désinfectant qui ne pique pas)
- Crème solaire indice élevé
- Pommades pour traiter les brûlures solaires et autres
- Crème ou gel anti-moustique
- Crème ou gel antiphlogistique (chute ou choc direct)
- Crème ou gel anti-inflammatoire pour entorses ou foulures
- Paracétamol (antidouleur)
- Charbon de bois (contre la diarrhée)
- Eventuellement un médicament contre le mal de voyage
- Eventuellement un médicament soulageant les maux de gorge

e. Fiche Santé

Il est important que la fiche Santé soit adaptée à la réalité du centre de vacances concerné, la plus conviviale possible et la plus facile à remplir.

Un exemple de fiche Santé figure en annexe de ce document.

2. L'alimentation et l'hygiène

L'alimentation proposée aux enfants dans le cadre d'un centre de vacances doit être variée et équilibrée. L'équilibre alimentaire ne s'obtient pas en un seul repas, ni en un seul jour. Il se construit au fil des jours en fonction de l'appétit de l'enfant et de la variété des aliments qui lui sont présentés.

a. Quelques grands principes pour une alimentation équilibrée.

Faire du repas un moment de plaisir et de détente

- Accorder du temps et de l'importance à la collation du matin et au goûter.
- Offrir ou organiser chaque jour un nombre suffisant de repas : trois repas et deux collations lors de l'accueil résidentiel et un repas et deux collations lors de l'accueil non résidentiel.
- Respecter l'appétit de l'enfant.
L'appétit d'un enfant est très variable d'un jour à l'autre et d'un enfant à l'autre, les enfants sont capables d'autoréguler leur alimentation. Ne pas forcer à « finir tout ».

Equilibrer les repas

- Proposer des féculents à tous les repas (le pain peut être présenté à chaque fois).
- Varier les plaisirs. La collation peut être composée de fruits, de produits laitiers ou de féculents. Les fruits et les produits laitiers seront proposés en alternance et en tenant compte du dessert (un fruit si le dessert était un produit laitier et vice-versa).
- Accompagner la collation d'une boisson.
- Proposer des fruits et/ou des légumes au moins 3 fois par jour.
- Varier les modes de cuisson (poêler, griller, étuver,...).
- Présenter une seule fois par jour de la viande ou du poisson ou de la volaille ou un œuf (fréquence idéale sur 7 jour : 2x du poisson, 1x de la viande rouge, 1x de la viande blanche, 1x de la volaille, 1x des œufs ,1x de la viande hachée).

- Limiter les fritures (frites, croquettes, poisson pané, ...) à maximum une fois par semaine.

Donner à manger... et à boire !

Donner de l'eau à boire à volonté.

La meilleure boisson reste l'eau. L'eau, dont il est important de s'assurer de la potabilité, doit être mise librement à la disposition des enfants (cruche, fontaine à eau, ...).

Si occasionnellement des jus de fruits sont proposés aux enfants, ils seront de préférence choisis sans sucre ajouté (les limonades, sirops et nectars sont à éviter).

Respecter les habitudes de chacun

Il est important de connaître respecter les habitudes alimentaires de chacun, qu'elles soient liées à l'origine socioculturelle des participants (interdits alimentaires dans certaines religions), à des régimes particuliers ou à des choix personnels (végétarien,...).

b. Quelques conditions d'hygiène élémentaires

La cuisine est l'endroit le plus favorable à la multiplication des microbes car on y trouve des aliments, de l'humidité et une température tiède. Les aliments alors contaminés peuvent rendre malade ; l'hygiène doit être très stricte lors de toutes manipulations d'aliments (les intoxications alimentaires en collectivité ne sont malheureusement pas exceptionnelles !).

Une bonne organisation du travail permet de mieux respecter les règles d'hygiène. L'hygiène se situe à différents niveaux:

1. l'hygiène du personnel
2. la préparation et la conservation des aliments
3. le nettoyage du matériel et des locaux.

Des règles d'hygiène sont à respecter par l'équipe de cuisine :

- Se laver des mains avant toute manipulation d'aliments et de façon régulière après toute action qui a pu affecter leur propreté (manipulation des poubelles, contacts avec des aliments terreux, passage aux toilettes,...) ;

La préparation et la conservation des aliments ne s'improvisent pas :

- Cuire à fond les viandes, ne jamais consommer de viande crue (les aliments d'origine animale sont particulièrement favorables au développement des bactéries, même si ça ne se sent ou voit pas toujours. Il convient dès lors d'être particulièrement prudent à leur conservation et préparation) ;
- Utiliser toujours du lait et des produits laitiers stérilisés ;
- Laver les fruits et légumes avant leur consommation ;
- Ne jamais décongeler un aliment à température ambiante ;
- Conserver au frais les repas tartine ;
- Refroidir et stocker rapidement au frigo les aliments destinés à être consommés froids (ne pas cuisiner à l'avance s'il n'y a pas de possibilités de refroidissement immédiat) ;
- Vérifier la température du réfrigérateur et du congélateur à l'aide d'un thermomètre (la température du frigo doit se situer entre 0 et 6° C, la température du congélateur doit être inférieure à 18°C) ;

- S'assurer de la capacité des frigos (la quantité d'aliments qu'ils peuvent contenir et refroidir rapidement) par rapport aux besoins de la collectivité ainsi qu'aux techniques de préparation et de distribution des repas.

Le matériel et l'espace utilisés doivent être d'une grande propreté :

- Nettoyer le matériel, les surfaces de travail après chaque utilisation
- Nettoyer tous les jours la cuisine.
- Lessiver régulièrement les essuies de vaisselle et les lavettes.

3. La sécurité des infrastructures

Au moment de choisir son endroit de séjour, de camp ou d'organisation d'une plaine de vacances, plusieurs critères entrent en jeu comme la qualité du cadre, le coût de la location, la proximité et la facilité d'accès. Il ne faut pas pour autant négliger la question de la sécurité des infrastructures. Elle devrait constituer un élément fondamental du choix posé pour tel ou tel lieu.

L'équipe d'animation doit bien connaître l'endroit qui accueille le centre de vacances, l'avoir visité avant les activités et identifier les dangers potentiels qu'il peut représenter, afin de les prévenir au mieux.

Il est important de veiller à ce que le propriétaire du lieu ait lui-même pris les dispositions nécessaires quant à la sécurité de l'endroit de séjour. Certaines de ces responsabilités, notamment celles concernant la sécurité et l'équipement des aires de jeux sont régies par la loi.

L'infrastructure idéale est difficile à trouver mais doit constituer un cocktail subtilement dosé des caractéristiques suivantes : diversité d'activités possibles, atmosphère chaleureuse mais aussi de l'aventure, sécurité et hygiène suffisantes,...

Il est important pour passer de bonnes vacances :

- de veiller à ce que l'équipement des aires de jeux soit conforme aux règles élémentaires de sécurité et que l'entretien régulier de celles-ci soit assuré ;
- d'identifier les sources de dangers (à l'intérieur et à l'extérieur) ;
- d'inciter les enfants à devenir acteur de leur propre sécurité ;
- de veiller à ce qu'ils disposent d'un équipement adéquat en fonction des activités proposées (chaussures de marche pour les balades, chaussures bien lacées ou fermées pour les activités sportives,...) ;
- d'assurer un accompagnement adapté à la dangerosité des activités ;
- de proposer des activités adaptées aux compétences et habilités de l'enfant.

L'aménagement doit être pensé de manière à ce que tous les enfants puissent s'amuser, trouver de l'intérêt quel que soit leur âge et que les espaces plus dangereux puissent faire l'objet d'une surveillance permanente de façon à prévenir d'éventuels accidents.

a. Espaces de jeux

Il est important que les enfants puissent

- choisir entre différentes activités (coin lecture ou musique, psychomotricité, espace construction ou bricolage...). Plusieurs pièces ou « coins » sont indispensables ;
- investir l'espace, se l'approprier (avoir un endroit où ranger leurs affaires personnelles, pouvoir exposer leurs réalisations,...) ;

- bénéficier d'espaces réservés, protégés du regard des adultes tout en leur permettant de jouer en toute sécurité (petite maison, coin doux avec coussins, tente...) ;
- acquérir des repères mais aussi de pouvoir aller à l'aventure et de faire des découvertes.

Le matériel sera varié, adapté, sécurisé (matériel de bricolages, jeux de société, livres, poupées, voitures, modules de psychomotricité...).

La sécurité et l'hygiène seront assurées. Les locaux seront aérés, éclairés (de préférence à la lumière naturelle), suffisamment chauffés. Un entretien régulier sera effectué.

b. Equipement sanitaire

Il sera adapté au nombre d'enfants accueillis et à leur âge (WC et lavabos à leur taille). L'entretien sera quotidien. Le bien-être, le confort et l'intimité des enfants doivent être respectés.

Les dangers éventuels et les directives seront expliqués aux enfants.

c. Incendie : mieux vaut prévenir que guérir...

En matière de prévention des risques d'incendie plus que tout autre, deux précautions valent mieux qu'une. Il est donc utile, avant les activités, de faire le tour du propriétaire et d'analyser concrètement les sources de risque et les moyens de les prévenir.

La liste des questions qui suit (qui n'est pas limitative) permettra à chacun d'effectuer un check-up bien utile :

- Savez-vous exactement quelles sont les issues de secours pour chaque groupe d'enfants et les personnes de l'encadrement surtout si l'escalier est en feu ? Celles-ci sont-elles connues de tous les participants ?
- Avez-vous une vision claire de la répartition des enfants dans les locaux ?
- Les responsabilités et les rôles de chacun en cas d'incendie sont-ils bien définis (enfants et équipe d'encadrement) ?
- Possédez-vous des moyens de base pour lutter contre un éventuel incendie (extincteurs, couvertures de laine...) ?
- Connaissez-vous les endroits où ces moyens sont installés, de même que leur utilisation correcte ?
- N'y a-t-il pas d'amoncellement d'objets inflammables dans un endroit particulier (foin, paille, vieux matelas...) ?
- L'installation électrique est-elle en bon état (fusible,...) ? L'utilisation de celle-ci est-elle conforme (attention aux surcharges et autres courts-circuits) ?
- Un éclairage de secours est-il prévu (lampe de poche,...) ?
- L'installation des bonbonnes de gaz est-elle conforme aux principes élémentaires de sécurité (étanchéité, protection de la chaleur,...) ?
- L'accès aux compteurs de gaz, d'électricité de même qu'aux robinets des bonbonnes de gaz est-il aisé ?
- Avez-vous repéré le poste de téléphone le plus proche et le numéro de téléphone des pompiers est-il bien en vue ?

4. En sécurité sur la route

Qui dit centre de vacances, dit « trajet en groupe ». Que cela soit pour arriver sur son lieu de vacances ou dans le cadre d'activités de jeux, à pied ou en transport en commun, un groupe d'enfants ne passe pas inaperçu sur la route. Des règles élémentaires de sécurité, aux abords du centre de vacances comme en activités doivent être observées... parce que mieux vaut prévenir que guérir.

Pour tout type de déplacement, les règles élémentaires de sécurité et de prudence doivent être respectées. Cela doit constituer une préoccupation constante de l'organisateur, du coordinateur et des animateurs particulièrement lors de sorties (promenades, excursions, piscine, baignades, visite à la ferme...) au cours desquelles l'encadrement sera renforcé et la surveillance intensifiée. De tels activités doivent être préparées par les animateurs et ce dans la mesure du possible avec les enfants.

Il est important de bien évaluer les compétences des enfants. Les enfants de moins de 8 à 9 ans, par exemple, ne sont pas capables de réagir comme il faut dans toutes les situations de trafic. C'est ce qui ressort des études réalisées en la matière.

Il est aussi utile de choisir soigneusement et de reconnaître le chemin que vous allez emprunter en fonction de leur danger potentiel. Le chemin le plus court n'est pas toujours le plus sûr ! Rien de plus chouette qu'un trajet dans les bois ou dans les champs, plutôt que le long d'une route fréquentée !

En tant qu'animateur responsable d'un groupe, il est également important de bien montrer l'exemple à suivre.

a. Etre visibles :

- Une partie de la responsabilité relative à la sécurité des enfants sur la route appartient aux usagers motorisés : ils doivent être particulièrement attentifs aux abords d'une école ou d'un endroit fréquenté par beaucoup d'enfants.
- Il est important d'aider ces usagers à la prudence en signalant correctement l'endroit où vous vous trouvez, particulièrement s'il n'est pas habituel que des enfants y jouent.

b. Conseils par rapport aux transports motorisés :

- Faire monter ou descendre les enfant sur le trottoir du côté du centre.
- Apprendre aux enfant à toujours attacher leur ceinture, en oubliant pas de montrer l'exemple. Il est difficile d'obliger votre enfant à s'attacher si vous ne le faites pas vous-même.
- Emprunter bus, tram, train et métro avec les enfants. Les transports en commun sont un moyen de transport sûr et représentent souvent une aventure attrayante pour les enfants. Il faut cependant veiller à prendre les précautions nécessaires et spécifiques à ce type de transport, comme éviter la bousculade sur le quai ou veiller à ce que les enfants s'asseyent effectivement si on prend le train ou le bus.

c. Conseils pour circuler à pied ou à vélo :

- Rappeler aux enfants que voir et être vu sont deux choses différentes. Ce n'est pas parce qu'un enfant voit une voiture que le conducteur l'a vu aussi.
- Pour de longues balades, veiller à ce que les animateurs en tête et en queue de peloton portent des vêtements colorés (rouge, orange, jaune), pour mieux se faire remarquer dans le trafic. Des manteaux clairs avec des bandes réfléchissantes sont l'idéal certainement pour l'hiver.
- Si vous choisissez d'emprunter la route, des règles sont à respecter qui pour rappel sont les suivantes :
 - Le groupe est astreint à marcher sur le côté droit de la chaussée. De nuit, ou par temps de brouillard , sa présence doit être signalée par une lumière blanche à l'avant et une lumière rouge visible à 150 m à l'arrière. Le port d'un brassard réfléchissant, pour chacun des membres du groupe, remplace avantageusement la lumière blanche.
 - Les piétons isolés, doivent par contre, emprunter le côté gauche de la chaussée.
- Et pour ceux qui sont tentés par une expédition en vélo, il est faut d'abord et avant tout veiller à respecter le code de la route. L'itinéraire sera établi en fonction de l'âge et de l'endurance des enfants concernés, il faudra éviter les routes à grande circulation et les déplacements de nuit, veiller au bon état des bicyclettes, éviter les déplacements inutiles, circuler en groupes réduits (avec 50 m d'intervalle) dont le premier et le dernier sont des membres de l'encadrement.

Le Participant :

▪ NOM : PRENOM :
 DATE DE NAISSANCE :
 ▪ NOM DU CHEF DE FAMILLE :
 ADRESSE :

 TEL privé :
 TEL travail (le cas échéant) :

Lieux de vie :

▪ Où l'enfant vit-il habituellement ? famille/institution/grands-parents/.....
 ▪ Personne à contacter en cas d'urgence pendant le centre de vacances
 1. Nom : Téléphone : Lien de parenté :
 2. Nom : Téléphone : Lien de parenté :
 ▪ Type d'enseignement suivi : général – spécialisé Année scolaire :
 ▪ A-t-il des frères ou sœurs ? oui/non Si oui, combien ?.....
 ▪ Quelle est sa langue usuelle ?

Loisirs :

▪ Quels sont ses loisirs favoris ?.....
 ▪ Y a-t-il des activités/sports qu'il/elle ne peut pratiquer ?.....
 ▪ Peut-il/elle pratiquer la natation ? oui/non
 Sait-il/elle nager ? TB B Moyen Difficilement Pas du tout
 ▪ Sait-il/elle rouler à vélo ? oui/non
 ▪ A-t-il déjà participé à un centre de vacances ? oui/non
 Si oui, où et quand ?.....

Sommeil/Repas :

▪ A-t-il/elle une habitude particulière avant de se coucher/pendant la nuit ?.....
 Faut-il le/la réveiller en cours de nuit pour aller aux toilettes ?.....
 ▪ Y a-t-il des aliments qu'il/elle ne digère pas ? oui/non Si oui, lesquels ?.....
 A-t-il/elle un régime particulier à suivre ? oui/non Si oui, lesquels ?.....
 Est-il végétarien/végétalien ? oui/non

Santé :

▪ NOM DU MEDECIN TRAITANT ET TEL. :
 ▪ Etat de santé actuel du participant : TB B Moyen
 ▪ Est-il/elle soigné(e) par homéopathie ? oui/non.....
 Faut-il le/la réveiller en cours de nuit pour aller aux toilettes ?.....
 ▪ GROUPE SANGUIN :

INFORMATIONS MEDICALES :

▪ **L'enfant souffre-t-il (de manière permanente ou régulière de :**

	OUI	NON	Si OUI, quel est son traitement habituel/comment réagir ? Quelles précautions particulières prendre ? Merci de compléter si nécessaire !
Diabète			
Maladie cardiaque			
Epilepsie			
Affection de la peau			
Somnambulisme			
Insomnie			
Incontinence			
Maladie contagieuse			

Asthme			
Sinusite			
Bronchite			
Saignements de nez			
Maux de tête			
Maux de ventre			
Coups de soleil			
Constipation			
Diarrhée			
Vomissements			
Mal de route			
Autres			

- A-t-il/elle subi une maladie ou intervention grave ? oui/non
Si oui, quand et laquelle ?.....
- Est-il/elle allergique ?
A certains produits alimentaires ? oui/non Si oui, lesquels ?.....
A certains médicaments ? oui/non Si oui, lesquels ?.....
Au soleil ? oui/non Si oui, quels précautions particulières prendre ?.....
A d'autres choses ? oui/non Si oui, à quoi ?.....
- Votre fille est-elle réglée ?.....oui/non
- Devra-t-il/elle prendre des médicaments pendant le séjour ? oui/non
Si oui, le(s)quel(s), quand et pourquoi ?.....
.....
- A-t-il/elle des difficultés sensorielles particulières :
Porte-t-il des lunettes ? oui/non Si oui, quelle dioptrie ?.....
Porte-t-il un appareil auditif ? oui/non
- Souffre-t-il/elle d'un handicap ? oui/non Si oui, lequel ?.....
- A t'il/elle été vaccinée contre le tétanos ? oui/non
Date de la première injection : Date du dernier rappel :
- Quel est son poids ? sa taille ? sa pointure ?
- Y a-t-il d'autres remarques utiles à formuler concernant la participation à un centres de vacances ?

Les informations fournies dans cette « Fiche Santé » sont réputées exactes et complètes. L'organisateur ne sera nullement incriminé pour des faits ou éléments n'ayant pas été annotés dans de document. En cas d'urgence, et dans l'impossibilité de contacter les parents, ceux-ci autorisent le responsable du centre à prendre toute mesure médicale concernant l'enfant qui s'avéreraient nécessaires (opération, traitement médical...)

Nom du signataire et fonction (parent, tuteur,...) :

Date de signature :

Signature des parents ou du responsable :